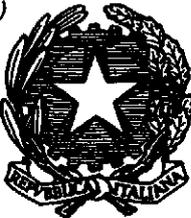
Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 188 dell'11 agosto 1988 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Giovedì, 11 agosto 1988** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 73

LEGGE 25 luglio 1988, n. 334.

Ratifica ed esecuzione della convenzione sul trasferimento delle persone condannate, adottata a Strasburgo il 21 marzo 1983.

LEGGE 25 luglio 1988, n. 335.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo europeo relativo alla concessione di cure mediche alle persone in soggiorno temporaneo, adottato a Ginevra il 17 ottobre 1980.

LEGGE 25 luglio 1988, n. 336.

Ratifica ed esecuzione del protocollo sui privilegi e del protocollo sulle immunità della Fondazione europea, firmati a Bruxelles il 24 luglio 1984.

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI PRESIDENZIALI

LEGGE 25 luglio 1988, n. 334.

Ratifica ed esecuzione della convenzione sul trasferimento delle persone condannate, adottata a Strasburgo il 21 marzo 1983.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sul trasferimento delle persone condannate, adottata a Strasburgo il 21 marzo 1983.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 18 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. Ai sensi dell'articolo 3, paragrafo 3, della convenzione è esclusa l'applicazione della procedura prevista nell'articolo 9, paragrafo 1, lettera *b*), della convenzione stessa.

Art. 4.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, pari a lire 160 milioni per ciascuno degli anni 1988, 1989 e 1990, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1988-1990, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1988, all'uopo parzialmente utilizzando lo specifico accantonamento «Abrogazione della ritenuta dei tre decimi della mercede dei detenuti. Interventi per i detenuti tossicodipendenti. Revisione della normativa concernente i custodi di beni sequestrati per misure antimafia. Ratifica delle convenzioni per la esecuzione delle sentenze penali straniere e per il trasferimento delle persone condannate. Riforma del sistema della giustizia minorile».

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 5.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 25 luglio 1988

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

CONVENTION
SUR LE TRANSFEREMENT DES PERSONNES CONDAMNÉES

Les Etats membres du Conseil de l'Europe et les autres Etats, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres ;

Désireux de développer davantage la coopération internationale en matière pénale ;

Considérant que cette coopération doit servir les intérêts d'une bonne administration de la justice et favoriser la réinsertion sociale des personnes condamnées ;

Considérant que ces objectifs exigent que les étrangers qui sont privés de leur liberté à la suite d'une infraction pénale aient la possibilité de subir leur condamnation dans leur milieu social d'origine ;

Considérant que le meilleur moyen d'y parvenir est de les transférer vers leur propre pays,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Définitions

Aux fins de la présente Convention, l'expression :

a. « condamnation » désigne toute peine ou mesure privative de liberté prononcée par un juge pour une durée limitée ou indéterminée en raison d'une infraction pénale ;

b. « jugement » désigne une décision de justice prononçant une condamnation ;

c. « Etat de condamnation » désigne l'Etat où a été condamnée la personne qui peut être transférée ou l'a déjà été ;

d. « Etat d'exécution » désigne l'Etat vers lequel le condamné peut être transféré ou l'a déjà été, afin d'y subir sa condamnation.

Article 2

Principes généraux

1. Les Parties s'engagent à s'accorder mutuellement, dans les conditions prévues par la présente Convention, la coopération la plus large possible en matière de transfèrement des personnes condamnées.

2. Une personne condamnée sur le territoire d'une Partie peut, conformément aux dispositions de la présente Convention, être transférée vers le territoire d'une autre Partie pour y subir la condamnation qui lui a été infligée. A cette fin, elle peut exprimer, soit auprès de l'Etat de condamnation, soit auprès de l'Etat d'exécution, le souhait d'être transférée en vertu de la présente Convention.

3. Le transfèrement peut être demandé soit par l'Etat de condamnation, soit par l'Etat d'exécution.

Article 3

Conditions du transfèrement

1. Un transfèrement ne peut avoir lieu aux termes de la présente Convention qu'aux conditions suivantes :

a. le condamné doit être ressortissant de l'Etat d'exécution ;

b. le jugement doit être définitif ;

c. la durée de condamnation que le condamné a encore à subir doit être au moins de six mois a la date de réception de la demande de transfèrement, ou indéterminée ;

d. le condamné ou, lorsqu'en raison de son âge ou de son état physique ou mental l'un des deux Etats l'estime nécessaire, son représentant doit consentir au transfèrement ;

e. les actes ou omissions qui ont donné lieu à la condamnation doivent constituer une infraction pénale au regard du droit de l'Etat d'exécution ou devraient en constituer une s'ils survenaient sur son territoire ; et

f. l'Etat de condamnation et l'Etat d'exécution doivent s'être mis d'accord sur ce transfèrement.

2. Dans des cas exceptionnels, des Parties peuvent convenir d'un transfèrement même si la durée de la condamnation que le condamné a encore à subir est inférieure à celle prévue au paragraphe 1.*c*.

3. Tout Etat peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, indiquer qu'il entend exclure l'application de l'une des procédures prevues a l'article 9.1. *a* et *b* dans ses relations avec les autres Parties.

4. Tout Etat peut, à tout moment, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, définir, en ce qui le concerne, le terme « ressortissant » aux fins de la presente Convention.

Article 4

Obligation de fournir des informations

1. Tout condamné auquel la présente Convention peut s'appliquer doit être informé par l'Etat de condamnation de la teneur de la présente Convention.

2. Si le condamné a exprimé auprès de l'Etat de condamnation le souhait d'être transféré en vertu de la présente Convention, cet Etat doit en informer l'Etat d'exécution le plus tôt possible apres que le jugement soit devenu définitif.

3. Les informations doivent comprendre :

a. le nom, la date et le lieu de naissance du condamné ;

b. le cas échéant, son adresse dans l'Etat d'exécution ;

c. un expose des faits ayant entraîné la condamnation ;

d. la nature, la durée et la date du début de la condamnation.

4. Si le condamné a exprimé auprès de l'Etat d'exécution le souhait d'être transféré en vertu de la présente Convention, l'Etat de condamnation communique à cet Etat, sur sa demande, les informations visées au paragraphe 3 ci dessus.

5. Le condamné doit être informé par écrit de toute démarche entreprise par l'Etat de condamnation ou l'Etat d'exécution en application des paragraphes précédents, ainsi que de toute décision prise par l'un des deux Etats au sujet d'une demande de transfèrement.

Article 5

Demandes et réponses

1. Les demandes de transfèrement et les réponses doivent être formulées par écrit.

2. Ces demandes doivent être adressées par le Ministère de la Justice de l'Etat requérant au Ministère de la Justice de l'Etat requis. Les réponses doivent être communiquées par les mêmes voies.

3. Toute Partie peut, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, indiquer qu'elle utilisera d'autres voies de communication.

4. L'Etat requis doit informer l'Etat requérant, dans les plus brefs délais, de sa décision d'accepter ou de refuser le transfèrement demandé.

Article 6

Pièces à l'appui

1. L'Etat d'exécution doit, sur demande de l'Etat de condamnation, fournir à ce dernier :

a. un document ou une déclaration indiquant que le condamné est ressortissant de cet Etat ;

b. une copie des dispositions légales de l'Etat d'exécution desquelles il résulte que les actes ou omissions qui ont donné lieu à la condamnation dans l'Etat de condamnation constituent une infraction pénale au regard du droit de l'Etat d'exécution ou en constitueraient une s'ils survenaient sur son territoire ;

c. une déclaration contenant les renseignements prévus à l'article 9.2.

2. Si un transfèrement est demandé, l'Etat de condamnation doit fournir les documents suivants à l'Etat d'exécution, à moins que l'un ou l'autre des deux Etats ait déjà indiqué qu'il ne donnerait pas son accord au transfèrement :

a. une copie certifiée conforme du jugement et des dispositions légales appliquées ;

b. l'indication de la durée de la condamnation déjà subie, y compris des renseignements sur toute détention provisoire, remise de peine ou autre acte concernant l'exécution de la condamnation ;

c. une déclaration constatant le consentement au transfèrement tel que visé à l'article 3.1.*d* ; et

d. chaque fois qu'il y aura lieu, tout rapport médical ou social sur le condamné, toute information sur son traitement dans l'Etat de condamnation et toute recommandation pour la suite de son traitement dans l'Etat d'exécution.

3. L'Etat de condamnation et l'Etat d'exécution peuvent, l'un et l'autre, demander à recevoir l'un quelconque des documents ou déclarations visés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus avant de faire une demande de transfèrement ou de prendre la décision d'accepter ou de refuser le transfèrement.

Article 7

Consentement et vérification

1. L'Etat de condamnation fera en sorte que la personne qui doit donner son consentement au transfèrement en vertu de l'article 3.1.*d* le fasse volontairement et en étant pleinement consciente des conséquences juridiques qui en découlent. La procédure à suivre à ce sujet sera régie par la loi de l'Etat de condamnation.

2. L'Etat de condamnation doit donner à l'Etat d'exécution la possibilité de vérifier, par l'intermédiaire d'un consul ou d'un autre fonctionnaire désigné en accord avec l'Etat d'exécution, que le consentement a été donné dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

Article 8

Conséquences du transfèrement pour l'Etat de condamnation

1. La prise en charge du condamné par les autorités de l'Etat d'exécution a pour effet de suspendre l'exécution de la condamnation dans l'Etat de condamnation.

2. L'Etat de condamnation ne peut plus exécuter la condamnation lorsque l'Etat d'exécution considère l'exécution de la condamnation comme étant terminée.

Article 9

Conséquences du transfèrement pour l'Etat d'exécution

1. Les autorités compétentes de l'Etat d'exécution doivent :

a. soit poursuivre l'exécution de la condamnation immédiatement ou sur la base d'une décision judiciaire ou administrative, dans les conditions énoncées à l'article 10 ;

b. soit convertir la condamnation, par une procédure judiciaire ou administrative, en une décision de cet Etat, substituant ainsi à la sanction infligée dans l'Etat de condamnation une sanction prévue par la législation de l'Etat d'exécution pour la même infraction, dans les conditions énoncées à l'article 11.

2. L'Etat d'exécution doit, si la demande lui en est faite, indiquer à l'Etat de condamnation, avant le transfèrement de la personne condamnée, laquelle de ces procédures il suivra.

3. L'exécution de la condamnation est régie par la loi de l'Etat d'exécution et cet Etat est seul compétent pour prendre toutes les décisions appropriées.

4. Tout Etat dont le droit interne empêche de faire usage de l'une des procédures visées au paragraphe 1 pour exécuter les mesures dont on fait l'objet sur le territoire d'une autre Partie des personnes qui, compte tenu de leur état mental, ont été déclarées pénalement irresponsables d'une infraction et qui est disposé à prendre en charge ces personnes en vue de la poursuite de leur traitement peut, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, indiquer les procédures qu'il suivra dans ces cas.

Article 10

Poursuite de l'exécution

1. En cas de poursuite de l'exécution, l'Etat d'exécution est lié par la nature juridique et la durée de la sanction telles qu'elles résultent de la condamnation.

2. Toutefois, si la nature ou la durée de cette sanction sont incompatibles avec la législation de l'Etat d'exécution, ou si la législation de cet Etat l'exige, l'Etat d'exécution peut, par décision judiciaire ou administrative, adapter cette sanction à la peine ou mesure prévue par sa propre loi pour des infractions de même nature. Cette peine ou mesure correspond, autant que possible, quant à sa nature, à celle infligée par la condamnation à exécuter. Elle ne peut aggraver par sa nature ou par sa durée la sanction prononcée dans l'Etat de condamnation ni excéder le maximum prévu par la loi de l'Etat d'exécution.

Article 11

Conversion de la condamnation

1. En cas de conversion de la condamnation, la procédure prévue par la législation de l'Etat d'exécution s applique. Lors de la conversion, l'autorité compétente :

a. sera liée par la constatation des faits dans la mesure où ceux-ci figurent explicitement ou implicitement dans le jugement prononcé dans l'Etat de condamnation ;

b. ne peut convertir une sanction privative de liberté en une sanction pécuniaire ;

c. déduira intégralement la période de privation de liberté subie par le condamné ; et

d. n'aggravera pas la situation pénale du condamné, et ne sera pas liée par la sanction minimale éventuellement prévue par la législation de l'Etat d'exécution pour la ou les infractions commises.

2. Lorsque la procédure de conversion a lieu après le transfèrement de la personne condamnée, l'Etat d'exécution gardera cette personne en détention ou prendra d'autres mesures afin d'assurer sa présence dans l'Etat d'exécution jusqu'à l'issue de cette procédure.

Article 12

Grâce, amnistie, commutation

Chaque Partie peut accorder la grâce, l'amnistie ou la commutation de la peine conformément à sa Constitution ou à ses autres règles juridiques.

Article 13

Révision du jugement

L'Etat de condamnation, seul, a le droit de statuer sur tout recours en révision introduit contre le jugement.

Article 14

Cessation de l'exécution

L'Etat d'exécution doit mettre fin à l'exécution de la condamnation dès qu'il a été informé par l'Etat de condamnation de toute décision ou mesure qui a pour effet d'enlever à la condamnation son caractère exécutoire.

Article 15

Informations concernant l'exécution

L'Etat d'exécution fournira des informations à l'Etat de condamnation concernant l'exécution de la condamnation :

a. lorsqu'il considère terminée l'exécution de la condamnation ;

b. si le condamné s'évade avant que l'exécution de la condamnation ne soit terminée ; ou

c. si l'Etat de condamnation lui demande un rapport spécial.

Article 16

Transit

1. Une Partie doit, en conformité avec sa législation, accéder à une demande de transit d'un condamné par son territoire, si la demande est formulée par une autre Partie qui est elle-même convenue avec une autre Partie ou avec un Etat tiers du transfèrement du condamné vers ou à partir de son territoire.

2. Une Partie peut refuser d'accorder le transit :

a. si le condamné est un de ses ressortissants, ou

b. si l'infraction qui a donné lieu à la condamnation ne constitue pas une infraction au regard de sa législation.

3. Les demandes de transit et les réponses doivent être communiquées par les voies mentionnées aux dispositions de l'article 5.2. et 3.

4. Une Partie peut accéder à une demande de transit d'un condamné par son territoire, formulée par un Etat tiers, si celui-ci est convenu avec une autre Partie du transfèrement vers ou à partir de son territoire.

5. La Partie à laquelle est demandé le transit peut garder le condamné en détention pendant la durée strictement nécessaire au transit par son territoire.

6. La Partie requise d'accorder le transit peut être invitée à donner l'assurance que le condamné ne sera ni poursuivi, ni détenu, sous réserve de l'application du paragraphe précédent, ni soumis à aucune autre restriction de sa liberté individuelle sur le territoire de l'Etat de transit, pour des faits ou condamnations antérieurs à son départ du territoire de l'Etat de condamnation.

7. Aucune demande de transit n'est nécessaire si la voie aérienne est utilisée au-dessus du territoire d'une Partie et aucun atterrissage n'est prévu. Toutefois, chaque Etat peut, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratificiation, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, exiger que lui soit notifié tout transit au-dessus de son territoire.

Article 17

Langues et frais

1. Les informations en vertu de l'article 4, paragraphes 2 à 4, doivent se faire dans la langue de la Partie à laquelle elles sont adressées ou dans l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe.

2. Sous réserve du paragraphe 3 ci-dessous, aucune traduction des demandes de transfèrement ou des documents à l'appui n'est nécessaire.

3. Tout Etat peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, exiger que les demandes de transfèrement et les pièces à l'appui soient accompagnees d'une traduction dans sa propre langue ou dans l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe ou dans celle de ces langues qu'il indiquera. Il peut à cette occasion déclarer qu'il est disposé à accepter des traductions dans toute autre langue en plus de la langue officielle, ou des langues officielles, du Conseil de l'Europe.

4. Sauf l'exception prévue à l'article 6.2.*a*, les documents transmis en application de la presente Convention n'ont pas besoin d'être certifiés.

5. Les frais occasionnés en appliquant la présente Convention sont à la charge de l'Etat d'exécution, a l'exception des frais occasionnés exclusivement sur le territoire de l'Etat de condamnation.

Article 18

Signature et entrée en vigueur

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe et des Etats non membres qui ont participé à son élaboration. Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle trois Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention, conformément aux dispositions du paragraphe 1.

3. Pour tout Etat signataire qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la Convention, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 19

Adhésion des Etats non membres

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra, après avoir consulté les Etats contractants, inviter tout Etat non membre du Conseil et non mentionné à l'article 18.1, à adhérer à la présente Convention, par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.*d* du Statut du Conseil de l'Europe, et à l'unanimité des representants des Etats Contractants ayant le droit de siéger au Comité.

2. Pour tout Etat adhérant, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument d'adhésion pres le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 20

Application territoriale

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la presente Convention.

2. Tout Etat peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.

3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 21

Application dans le temps

La présente Convention sera applicable à l'exécution des condamnations prononcées soit avant soit après son entrée en vigueur.

Article 22

Relations avec d'autres conventions et accords

1. La présente Convention ne porte pas atteinte aux droits et obligations découlant des traités d'extradition et autres traités de coopération internationale en matière pénale prévoyant le transfèrement de détenus à des fins de confrontation ou de témoignage.

2. Lorsque deux ou plusieurs Parties ont déjà conclu ou concluront un accord ou un traité sur le transfèrement des condamnés ou lorsqu'ils ont établi ou établiront d'une autre manière leurs relations dans ce domaine, ils auront la faculté d'appliquer ledit accord, traité ou arrangement au lieu de la présente Convention.

3. La présente Convention ne porte pas atteinte au droit des Etats qui sont Parties à la Convention européenne sur la valeur internationale des jugements répressifs de conclure entre elles des accords bilatéraux ou multilatéraux, relatifs aux questions réglées par cette Convention, pour en compléter les dispositions ou pour faciliter l'application des principes dont elle s'inspire.

4. Si une demande de transfèrement tombe dans le champ d'application de la présente Convention et de la Convention européenne sur la valeur internationale des jugements répressifs ou d'un autre accord ou traité sur le transfèrement des condamnés, l'Etat requérant doit, lorsqu'il formule la demande, préciser en vertu de quel instrument la demande est formulée.

Article 23

Règlement amiable

Le Comité européen pour les problèmes criminels suivra l'application de la présente Convention et facilitera au besoin le règlement amiable de toute difficulté d'application.

Article 24

Dénonciation

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

3. Toutefois, la présente Convention continuera à s'appliquer à l'exécution des condamnations de personnes transférées conformément à ladite Convention avant que la dénonciation ne prenne effet.

Article 25

Notifications

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe, aux Etats non membres qui ont participé à l'élaboration de la présente Convention ainsi qu'à tout Etat ayant adhéré à celle-ci :

a. toute signature ;

b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;

c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 18.2 et 3, 19.2 et 20.2 et 3 ;

d. tout autre acte, déclaration, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 21 mars 1983, en français et en anglais, les deux textes faisant egalement foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, aux Etats non membres qui ont participé à l'élaboration de la présente Convention et à tout Etat invité à adhérer à celle-ci.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE SUL TRASFERIMENTO DELLE PERSONE CONDANNATE

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa e gli altri Stati, firmatari della presente Convenzione,

Considerato che l'obiettivo del Consiglio d'Europa è quello di realizzare una unione più stretta tra i suoi membri;

Desiderosi di sviluppare ulteriormente la cooperazione internazionale in materia penale;

Considerando che tale cooperazione deve essere indirizzata alla buona amministrazione della giustizia e a favorire il reinserimento sociale delle persone condannate;

Considerando che questi obiettivi richiedono che gli stranieri privati della libertà a seguito della commissione di un reato abbiano la possibilità di scontare la condanna nell'ambiente sociale d'origine;

Considerando che il miglior mezzo per raggiungere tale scopo è quello di trasferirli nei loro paesi,

Hanno convenuto quanto segue:

Art. 1
Definizioni

Ai fini della presente Convenzione;

a) "condanna", significa qualsiasi pena o misura privativa della libertà, di durata limitata o illimitata, inflitta dal giudice a seguito della commissione di un reato;

b) "sentenza", significa una decisione o un ordine del giudice con il quale venga inflitta una condanna.

c) "Stato di condanna", significa lo Stato in cui è stata inflitta la condanna alla persona che può essere o egià stata trasferita;

d) "Stato di esecuzione" significa lo Stato in cui la persona condannata può essere, o è già stata trasferita, per scontare la pena.

Art. 2
Principi generali

1. Le Parti si impegnano a prestarsi reciprocamente la più ampia cooperazione possibile in materia di trasferimento delle persone condannate conformemente alle disposizioni della presente Convenzione.

2. Una persona condannata nel territorio di una Parte può, conformemente alle disposizioni della presente Convenzione, essere trasferita nel territorio di un'altra Parte per scontare la pena inflittale. A tal fine essa può manifestare, presso lo Stato di condanna, o presso lo Stato di esecuzione, il desiderio di essere trasferita in applicazione della presente Convenzione.

3. Il trasferimento può essere richiesto o dallo Stato di condanna, o dallo Stato di esecuzione.

Art. 3
Condizioni per il trasferimento

1. Una persona condannata può essere trasferita in applicazione della presente Convenzione se ricorrono le seguenti condizioni:

a) la persona condannata è cittadino dello Stato di esecuzione;

b) la sentenza è definitiva;

c) la durata della pena che la persona condannata deve ancora scontare è di almeno sei mesi alla data di ricevimento della richiesta di trasferimento, o indeterminata;

d) la persona condannata - o, allorquando in considerazione della sua età o delle sue condizioni fisiche o mentali uno dei due Stati lo ritenga necessario, il suo rappresentante legale - acconsente al trasferimento;

e) gli atti o le omissioni per i quali è stata inflitta la condanna costituiscano reato ai sensi della legge dello Stato di esecuzione o costituirebbero reato se fossero commessi sul suo territorio; e

f) lo Stato di condanna e lo Stato di esecuzione sono d'accordo sul trasferimento.

2. In casi eccezionali, le Parti possono concordare il trasferimento anche se la durata della pena che la persona condannata deve ancora scontare è inferiore a quella prevista al paragrafo 1, lettera c).

3. Ogni Stato può, al momento della firma o del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, per mezzo di una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, indicare che intende escludere l'applicazione di una delle procedure previste all'articolo 9, paragrafo 1, lettere a) e b) nelle sue relazioni con le altre Parti.

4. Ogni Stato può, in qualsiasi momento, per mezzo di una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, definire, per quanto lo riguarda, il termine "cittadino" ai fini della presente Convenzione.

Art. 4
Obbligo di fornire informazioni

1. Ogni persona condannata alla quale può essere applicata la presente Convenzione deve essere informata dallo Stato di condanna del contenuto della presente Convenzione.

2. Se la persona condannata ha espresso allo Stato di condanna il desiderio di venire trasferita in applicazione della presente Convenzione, questo Stato deve informare lo Stato di esecuzione il più presto possibile dopo che la sentenza è divenuta definitiva.

3. Le informazioni devono comprendere:

a) il nome, la data ed il luogo di nascita della persona condannata;

b) se del caso, il suo indirizzo nello Stato di esecuzione;

c) una esposizione dei fatti sui quali si basa la condanna;

d) la natura, la durata e la data dell'inizio della condanna.

4. Se la persona condannata ha espresso allo Stato di esecuzione il desiderio di essere trasferita in applicazione della presente Convenzione, lo Stato di condanna comunica le informazioni di cui al precedente paragrafo 3 allo Stato di esecuzione, se questo le richiede.

5. La persona condannata deve essere informata per iscritto di ogni azione intrapresa dallo Stato di condanna o dallo Stato di esecuzione in applicazione dei paragrafi precedenti, così come di ogni decisione presa da uno dei due Stati in merito ad una richiesta di trasferimento.

Art. 5
Domande e risposte

1. Le domande e le risposte devono essere formulate per iscritto.

2. Le domande devono essere indirizzate dal Ministero della giustizia dello Stato richiedente al Ministero della giustizia dello Stato richiesto. Le risposte devono essere comunicate attraverso gli stessi canali.

3. Ogni Parte può, con una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, indicare che utilizzerà altri canali di comunicazione.

4. Lo Stato richiesto deve, nel minor tempo possibile, informare lo Stato richiedente della sua decisione se accettare o no il trasferimento richiesto.

Art. 6
Documentazione da allegare

1. Lo Stato di esecuzione deve, a richiesta dello Stato di condanna, fornire a quest'ultimo:

a) un documento o una dichiarazione da cui risulti che la persona condannata è suo cittadino;

b) una copia delle disposizioni di legge dello Stato di esecuzione da cui risulti che gli atti o le omissioni per i quali è stata inflitta la condanna nello Stato di condanna costituiscono reato ai sensi della legge dello Stato di esecuzione o costituirebbero reato se fossero commessi sul suo territorio;

c) una dichiarazione contenente le informazioni previste all'art.9, paragrafo 2.

2. In caso di richiesta di trasferimento, lo Stato di condanna deve fornire i seguenti documenti allo Stato di esecuzione, salvo che l'uno o l'altro dei due Stati abbia già comunicato che non darà il suo consenso per il trasferimento:

a) una copia autenticata della sentenza e delle disposizioni di legge su cui è fondata;

b) una dichiarazione che indichi il periodo di pena già scontata, incluse tutte le informazioni relative alla custodia cautelare, al condono di pena o a qualsiasi altro elemento relativo all'esecuzione della condanna;

c) una dichiarazione da cui risulti il consenso al trasferimento ai sensi dell'articolo 3, paragrafo 1, lettera d); e

d) quando sarà il caso, ogni rapporto medico o sociale sulla persona condannata, ogni informazione sul trattamento nello Stato di condanna ed ogni raccomandazione per la prosecuzione del trattamento nello Stato di esecuzione.

3. Ciascuno Stato può chiedere di ricevere uno qualunque dei documenti o dichiarazioni di cui ai precedenti paragrafi 1 e 2 prima di fare una richiesta di trasferimento o di prendere la decisione di accettare o rifiutare il trasferimento.

Art. 7
Consenso e verifica

1. Lo Stato di condanna garantirà che la persona che deve dare il consenso al trasferimento ai sensi dell'articolo 3, paragrafo 1, lettera d), lo faccia volontariamente e con la piena consapevolezza delle conseguenze giuridiche che ne derivano. La procedura da seguire a tale scopo sarà regolata dalla legge dello Stato di condanna.

2. Lo Stato di condanna deve dare allo Stato di esecuzione la possibilità di verificare, per il tramite di un console o di un altro funzionario designato d'accordo con lo Stato di esecuzione, che il consenso è stato prestato conformemente a quanto previsto al precedente paragrafo 1.

Art. 8
Effetti del trasferimento per lo Stato di condanna

1. La presa in carico della persona condannata da parte delle autorità dello Stato di esecuzione ha l'effetto di sospendere l'esecuzione della pena nello Stato di condanna.

2. Lo Stato di condanna non può più eseguire la pena se lo Stato di esecuzione considera che l'esecuzione della pena è stata completata.

Art. 9
Effetti del trasferimento per lo Stato di esecuzione

1. Le autorità competenti dello Stato di esecuzione devono:

a) continuare l'esecuzione della condanna immediatamente o sulla base di una decisione giudiziaria o amministrativa, alle condizioni previste dall articolo 10; o

b) convertire, per mezzo di una procedura giudiziaria o amministrativa, la condanna in una decisione di detto Stato, sostituendo in tal modo la pena inflitta nello Stato di condanna con una sanzione prevista dalla legge dello Stato di esecuzione per lo stesso reato, alle condizioni previste all'articolo 11.

2. Lo Stato di esecuzione deve, se richiesto, indicare allo Stato di condanna, prima del trasferimento della persona condannata, quale delle procedure intende seguire.

3. L'esecuzione della condanna è regolata dalla legge dello Stato di esecuzione e questo Stato è l'unico competente a prendere ogni decisione al riguardo.

4. Ogni Stato che, secondo la propria legge nazionale, non può ricorrere ad una delle procedure di cui al paragrafo 1 per eseguire le misure imposte nel territorio di un'altra Parte nei confronti di persone che, in ragione del loro stato mentale, sono state dichiarate non imputabili della commissione di un reato, e che è disposto a prendersi carico di tali persone per la prosecuzione del trattamento può, con una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, indicare le procedure che seguirà in questi casi.

Art. 10
Continuazione dell'esecuzione

1. In caso di continuazione dell'esecuzione, lo Stato di esecuzione è vincolato alla natura giuridica e alla durata della sanzione così come stabilite dallo Stato di condanna.

2. Tuttavia, se la natura o la durata della sanzione sono incompatibili con la legge dello Stato di esecuzione, o se la sua legge lo esige, questo Stato può, per mezzo di una decisione giudiziaria o amministrativa, adattare la sanzione alla pena o misura prevista dalla propria legge interna per lo stesso tipo di reato. La natura di tale pena o misura deve corrispondere, per quanto possibile, a quella inflitta con la condanna da eseguirsi. Essa non può essere più grave, per natura o durata, della sanzione imposta nello Stato di condanna, nè eccedere il massimo previsto dalla legge dello Stato di esecuzione.

Art. 11
Conversione della condanna

1. In caso di conversione della condanna si applica la procedura prevista dalla legge dello Stato di esecuzione. All'atto della conversione, l'autorità competente:

a) è vincolata alla constatazione dei fatti così come figurano esplicitamente o implicitamente nella sentenza pronunciata nello Stato di condanna;

b) non può convertire una sanzione privativa della libertà in una sanzione pecuniaria;

c) deve dedurre integralmente il periodo di privazione di libertà espiato dalla persona condannata; e

d) non deve aggravare la posizione penale della persona condannata e non è vincolata dal minimo della pena eventualmente previsto dalla legge dello Stato di esecuzione per il reato o i reati commessi.

2. Se la procedura di conversione ha luogo dopo il trasferimento della persona condannata, lo Stato di esecuzione deve tenere in custodia questa persona o adottare altre misure idonee ad assicurare la sua presenza nello Stato di esecuzione fino al termine della procedura stessa.

Art. 12
Grazia, amnistia, commutazione

Ciascuna Parte può accordare la grazia, l'amnistia o la commutazione della condanna conformemente alla propria Costituzione o ad altre leggi.

Art. 13
Revisione della sentenza

Soltanto lo Stato di condanna ha diritto di decidere sulle domande di revisione della sentenza.

Art.14
Cessazione dell'esecuzione

Lo Stato di esecuzione deve cessare l'esecuzione della pena non appena è informato dallo Stato di condanna di qualsiasi decisione o misura in forza della quale la pena cessa di essere eseguibile.

Art. 15
Informazioni concernenti l'esecuzione

Lo Stato di esecuzione fornisce informazioni allo Stato di condanna sull'esecuzione della pena:

a) allorchè consideri terminata l'esecuzione della pena;

b) se la persona condannata evade prima che l'esecuzione della pena sia terminata; o

c) se lo Stato di condanna richiede un rapporto speciale.

Art. 16
Transito

1. Una Parte deve, ai sensi della propria legge, accogliere una richiesta di transito sul suo territorio, di una persona condannata, se tale richiesta viene fatta da un'altra Parte che abbia concordato con un'altra Parte o con uno Stato terzo il trasferimento della persona condannata per o dal suo territorio.

2. Una Parte può rifiutarsi di accordare il transito:

a) se la persona condannata è un suo cittadino, ovvero

b) se il fatto che ha dato luogo alla condanna non costituisce reato ai sensi della sua legge.

3. Le richieste di transito e le risposte debbono essere comunicate attraverso i canali menzionati all'articolo 5, paragrafi 2 e 3.

4. Una Parte può accogliere una richiesta, formulata da uno Stato terzo, di transito sul proprio territorio di una persona condannata, se quello Stato ha concordato con un'altra Parte il trasferimento per o dal suo territorio.

5. La Parte alla quale è richiesto il transito può tenere la persona condannata in custodia per il tempo strettamente necessario al transito attraverso il suo territorio.

6. La Parte richiesta di accordare il transito può essere invitata a dare assicurazioni che la persona condannata non sarà perseguita, nè detenuta, salvo quanto previsto al paragrafo precedente, nè sottoposta ad alcuna altra restrizione della sua libertà personale sul territorio dello Stato di transito per reati commessi o condanne inflitte anteriormente alla sua partenza dal territorio dello Stato di condanna.

7. Non è necessaria alcuna richiesta di transito se viene utilizzata la via aerea sopra il territorio di una Parte e non è previsto alcun atterraggio. Tuttavia, ogni Stato può, con una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa al momento della firma o del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, richiedere che gli venga data comunicazione di ogni transito al di sopra del suo territorio.

Art. 17
Lingue e spese

1. Le informazioni ai sensi dell'articolo 4, paragrafi da 2 a 4, debbono essere fornite nella lingua della Parte cui sono indirizzate o in una delle lingue ufficiali del Consiglio d'Europa.

2. Salvo quanto previsto al seguente paragrafo 3, non è necessaria alcuna traduzione delle domande di trasferimento o dei documenti allegati.

3. Ogni Stato può, al momento della firma o del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, con una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, richiedere che le domande di trasferimento e i docu-

menti allegati siano accompagnati da una traduzione nella propria lingua o in una delle lingue ufficiali del Consiglio d'Europa o in quella fra queste lingue che indicherà. In tale occasione può dichiarare che è disposto ad accettare traduzioni in qualsiasi altra lingua oltre alla lingua ufficiale, o alle lingue ufficiali, del Consiglio d'Europa.

4. Salvo l'eccezione prevista all'articolo 6, paragrafo 2, lettera a), i documenti trasmessi in applicazione alla presente Convenzione non devono essere autenticati.

5. I costi derivanti dall'applicazione della presente Convenzione sono a carico dello Stato di esecuzione, tranne le spese verificatesi esclusivamente sul territorio dello Stato di condanna.

Art. 18
Firma ed entrata in vigore

1. La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa e degli Stati non membri che hanno partecipato alla sua elaborazione. Essa è sottoposta a ratifica, accettazione o approvazione. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo alla scadenza di un periodo di tre mesi decorrente dalla data in cui tre Stati membri del Consiglio d'Europa hanno espresso il loro consenso ad essere parti della Convenzione, conformemente a quanto previsto al paragrafo 1.

3. Per ogni Stato firmatario che successivamente esprimerà il suo assenso ad essere parte della Convenzione, essa entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo lo scadere di un periodo di tre mesi decorrente dalla data del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

Art. 19
Adesione degli Stati non membri

1. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa, dopo aver consultato gli Stati contraenti, potrà invitare ogni Stato non membro del Consiglio e non menzionato all'articolo 18, paragrafo 1, ad aderire alla presente Convenzione, mediante una decisione presa con la maggioranza prevista dall' articolo 20, lettera d), dello Statuto del Consiglio d'Europa, con voto unanime dei rappresentanti degli Stati contraenti aventi diritto di sedere nel Comitato.

2. Nei confronti di ogni Stato aderente, la Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi decorrente dalla data del deposito dello strumento di adesione presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Art. 20
Applicazione territoriale

1. Ogni Stato può, al momento della firma o al momento del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, designare il o i territori ai quali applicherà la presente Convenzione.

2. Ogni Stato può, in qualsiasi momento successivo, mediante una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, estendere l'applicazione della presente Convenzione a qualsiasi altro territorio indicato nella dichiarazione. Rispetto a detto territorio, la Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi decorrente dalla data di ricevimento della dichiarazione da parte del Segretario Generale.

3. Ogni dichiarazione fatta in applicazione dei due paragrafi precedenti potrà essere ritirata, con riguardo a qualsiasi territorio indicato nella dichiarazione, mediante notifica indirizzata al Segretario generale. Il ritiro avrà efficacia il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi decorrente dalla data del ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

Art. 21
Applicazione nel tempo

La presente Convenzione sarà applicabile all'esecuzione di condanne pronunciate sia prima che dopo la sua entrata in vigore.

Art. 22
Relazioni con altre convenzioni ed accordi

1. La presente Convenzione non pregiudica i diritti e gli obblighi derivanti da trattati di estradizione ed altri trattati di cooperazione internazionale in materia penale che prevedono il trasferimento di persone detenute allo scopo di confronti o testimonianze.

2. Due o più Parti che abbiano già concluso, o concludano in futuro, un accordo o un trattato sul trasferimento delle persone condannate, ovvero che abbiano regolato, o regolino in futuro, in un altro modo le loro relazioni in questo campo, avranno la facoltà di applicare detto accordo o trattato o intesa al posto della presente Convenzione.

3. La presente Convenzione non pregiudica il diritto degli Stati che sono Parti della Convenzione europea sulla validità internazionale dei giudizi repressivi di concludere tra loro accordi bilaterali o multilaterali, relativi a materie regolate da quella Convenzione e diretti a completare le disposizioni o facilitare l'applicazione dei principi in essa contenuti.

4. Se una domanda di trasferimento rientra nell'ambito di applicazione della presente Convenzione e della Convenzione europea sulla validità internazionale dei giudizi repressivi o di un altro accordo o trattato relativo al trasferimento delle persone condannate, lo Stato richiedente deve, quando formula la domanda, precisare sulla base di quale strumento essa viene formulata.

Art. 23
Composizione amichevole

Il Comitato europeo per i problemi criminali del Consiglio d'Europa sarà informato della applicazione della presente Convenzione e farà quanto necessario per facilitare la composizione amichevole di ogni difficoltà che può nascere per la sua applicazione.

Art. 24
Denuncia

1. Ogni Parte può in qualsiasi momento denunciare la presente Convenzione, con una notifica indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. la denuncia ha effetto dal primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi decorrente dalla data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

3. La presente Convenzione, tuttavia, continuerà ad applicarsi per l'esecuzione di condanne relative a persone che sono state trasferite in applicazione della Convenzione prima della data in cui la denuncia ha effetto.

Art. 25
Notifiche

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio d'Europa, agli Stati non membri che hanno partecipato all'elaborazione della presente Convenzione, così come ad ogni Stato che vi abbia aderito:

a) tutte le firme;

b) il deposito di tutti gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione;

c) tutte le date di entrata in vigore della presente Convenzione conformemente all'articolo 18, paragrafi 2 e 3, all'articolo 19, paragrafo 2, ed all'articolo 20, paragrafi 2 e 3;

d) ogni altro atto, dichiarazione, notifica o comunicazione relativi alla presente Convenzione.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente Convenzione.
Fatta a Strasburgo il 21 marzo 1983, in francese e in inglese, i due testi facenti ugualmente fede, in un solo esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa trasmetterà copia autentica a ciascuno Stato membro del Consiglio d'Europa, agli Stati non membri che hanno partecipato all'elaborazione della presente Convenzione e ad ogni altro Stato invitato ad aderirvi.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto 881):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 26 febbraio 1988.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 28 marzo 1988, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª e 5ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 19 maggio 1988.

Relazione scritta annunciata il 1° giugno 1988 (atto n. 881/*A* - relatore sen. TAGLIAMONTE).

Esaminato in aula e approvato il 2 giugno 1988.

Camera dei deputati (atto 2835):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 13 giugno 1988, con pareri delle commissioni I, II e V.

Esaminato dalla III commissione il 29 giugno 1988.

Relazione scritta annunciata il 14 luglio 1988 (atto n. 2835/*A* relatore on. MARTINI).

Esaminato in aula il 19 luglio 1988 e approvato il 20 luglio 1988.

88G0368

LEGGE 25 luglio 1988, n. 335.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo europeo relativo alla concessione di cure mediche alle persone in soggiorno temporaneo, adottato a Ginevra il 17 ottobre 1980.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo europeo relativo alla concessione di cure mediche alle persone in soggiorno temporaneo, adottato a Ginevra il 17 ottobre 1980.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 13 dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 25 luglio 1988

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

ACCORD EUROPEEN CONCERNANT L'OCTROI DES SOINS MEDICAUX AUX PERSONNES EN SEJOUR TEMPORAIRE

Les Etats signataires du présent Accord,

Considérant les clauses pertinentes de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe;

Rappelant les recommandations des Conférences régionales européennes de l'Organisation internationale du Travail sur le développement de la coopération dans le domaine de la sécurité sociale;

Tenant compte de l'importance des problèmes de sécurité sociale à résoudre en raison de l'extension des liens mutuels entre ces Etats et du nombre de personnes en séjour temporaire sur le territoire d'un Etat autre que celui en vertu de la législation duquel elles ont droit aux soins médicaux,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1

Aux fins de l'application du présent Accord :

a) les termes "Partie Contractante" désignent tout Etat ayant déposé un instrument de ratification;

b) le terme "législation" désigne les lois, les règlements et les dispositions statutaires qui sont en vigueur à la date de la signature du présent Accord ou entreront en vigueur ultérieurement sur l'ensemble ou sur une partie quelconque du territoire de chaque Partie Contractante, concernant les régimes de sécurité sociale qui régissent l'octroi des soins médicaux, y compris les services nationaux de santé;

c) les termes "convention de sécurité sociale" désignent tout accord bilatéral ou multilatéral qui lie ou liera exclusivement deux ou plusieurs Parties Contractantes, ainsi que tout accord multilatéral qui lie ou liera au moins deux Parties Contractantes et un autre Etat ou plusieurs autres Etats quant à l'octroi des soins médicaux;

d) les termes "autorité compétente" désignent le ministre, les ministres ou l'autorité correspondante dont relève la législation de chaque Partie Contractante, sur l'ensemble ou sur une partie quelconque du territoire de cette Partie;

e) les termes "institution compétente" désignent :

i) s'il s'agit d'un régime d'assurance sociale, l'institution de la Partie Contractante auprès de laquelle l'intéressé peut faire valoir un droit aux soins médicaux ou auprès de laquelle il pourrait faire valoir un tel droit, s'il se trouvait sur le territoire de cette Partie;

ii) s'il s'agit d'un régime autre qu'un régime d'assurance sociale, l'institution désignée par l'autorité compétente de la Partie Contractante en cause;

f) les termes "Etat compétent" désignent la Partie Contractante sur le territoire de laquelle se trouve l'institution compétente;

g) le terme "séjour" désigne le séjour temporaire sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, dans la limite de la durée prescrite, le cas échéant, par la réglementation nationale de la première Partie;

h) les termes "institution du lieu de séjour" désignent l'institution habilitée à accorder les soins médicaux au lieu où l'intéressé séjourne, selon la législation de la Partie Contractante que cette institution applique;

i) les termes "soins médicaux" couvrent les soins médicaux requis en cas de maladie, d'accident ou de maternité;

j) les termes "cas d'urgence absolue" désignent les cas dans lesquels l'octroi des soins médicaux ou des prestations connexes ne peut être différé sans mettre en danger la vie ou la santé de l'intéressé.

Article 2

1. Sont admises à bénéficier des dispositions du présent Accord toutes les personnes qui peuvent faire valoir un droit aux soins médicaux en vertu de la législation d'une Partie Contractante ou qui pourraient faire valoir un droit aux soins médicaux en vertu de la législation de cette Partie, si elles se trouvaient sur son territoire.

2. Toutefois, si la législation d'une Partie Contractante comporte plusieurs régimes de soins médicaux, cette Partie peut préciser à l'annexe I les régimes de soins médicaux prévus par sa législation et auxquels le présent Accord est applicable, dans ses relations avec toute autre Partie Contractante avec laquelle elle est convenue d'appliquer les dispositions de l'alinéa b) ou de l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 6.

3. Chaque Partie Contractante intéressée notifiera, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 18, tout amendement à apporter à l'annexe I.

Article 3

1. Le présent Accord se substitue aux dispositions correspondantes de toute convention de sécurité sociale, dans les relations entre Parties Contractantes, à condition que ces dispositions soient mentionnées à l'annexe II, d'un commun accord entre les Parties Contractantes en cause.

2. Les Parties Contractantes en cause notifieront, d'un commun accord, pour ce qui les concerne, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 18, tout amendement à apporter à l'annexe II.

Article 4

1. Les personnes admises à bénéficier des dispositions du présent Accord et dont l'état vient à nécessiter immédiatement des soins médicaux, selon l'avis médical, au cours d'un séjour sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent, reçoivent les soins médicaux requis par leur état, comme si elles y avaient droit en vertu de la législation de cette Partie. Ces soins sont accordés par l'institution du lieu de séjour, selon les dispositions de la législation que cette institution applique, comme si les intéressés relevaient de ladite institution, jusqu'à leur guérison ou jusqu'à ce que leur état leur permette, selon l'avis médical, de retourner ou d'être rapatriés sur le territoire de la Partie Contractante où ils résident, dans les conditions prévues au paragraphe 3 du présent article.

2. L'octroi des prothèses, du grand appareillage et d'autres prestations en nature de grande importance, à préciser, d'un commun accord, par les autorités compétentes des Parties Contractantes en cause, est subordonné à l'autorisation de l'institution compétente, dans les relations entre des institutions qui appliquent les dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 6. Toutefois, cette autorisation n'est pas requise en cas d'urgence absolue.

3. Si l'état d'une personne visée au paragraphe 1 du présent article ne lui permet pas de retourner par ses propres moyens sur le territoire de l'Etat où elle réside, mais permet néanmoins son transport, l'institution du lieu de séjour prend les mesures nécessaires pour assurer le rapatriement de cette personne sur le territoire de cet Etat, en liaison avec l'institution compétente, pour autant qu'un accord ait été

conclu à cet effet entre les Parties Contractantes intéressées ou entre leurs autorités compétentes.

4. Si la législation appliquée par l'institution du lieu de séjour comporte plusieurs régimes de soins médicaux, les dispositions applicables à l'octroi des soins médicaux en vertu des dispositions du paragraphe 1 du présent article sont celles du régime général ou, à défaut, du régime dont relèvent les travailleurs salariés de l'industrie.

5. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1 du présent article, les dispositions du présent Accord ne sont pas applicables aux personnes qui se rendent sur le territoire d'une Partie Contractante autre que l'Etat compétent en vue de recevoir des soins médicaux.

Article 5

1. Pour bénéficier des soins médicaux en vertu des dispositions du paragraphe 1 de l'article 4, l'intéressé doit fournir la justification de son droit aux soins médicaux en vertu de la législation d'une Partie Contractante autre que celle sur le territoire de laquelle il se trouve.

2. La justification visée au paragraphe précédent du présent article est fournie au moyen d'une attestation délivrée par l'institution compétente, selon un modèle convenu entre les autorités compétentes des Parties Contractantes.

3. Lorsque l'intéressé a droit aux soins médicaux en vertu de la législation d'une Partie Contractante qui garantit un tel droit à tous les ressortissants ou à tous les résidents de cette Partie, l'intéressé peut être admis à produire, au lieu de l'attestation visée au paragraphe précédent du présent article, son passeport ou une autre pièce d'identité reconnue comme équivalente, si les autorités compétentes des Parties Contractantes en cause en ont décidé ainsi d'un commun accord.

4. En cas d'urgence absolue, les soins médicaux ne peuvent être refusés à l'intéressé pour la raison qu'il n'est pas en mesure de présenter, au moment voulu, l'attestation visée au paragraphe 2 ou de produire l'un des documents visés au paragraphe précédent du présent article. Toutefois, dans un tel cas, l'institution du lieu de séjour s'adresse à l'institution compétente pour déterminer si l'intéressé est admis à bénéficier des dispositions du présent Accord. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de l'article 2, les Parties Contractantes qui sont convenus d'appliquer les dispositions de l'alinéa b) ou de l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 6 pourront régler d'un commun accord les difficultés résultant de l'application de la phrase précédente du présent paragraphe.

5. Si la vie ou la santé d'une personne dont l'état requiert des soins médicaux est gravement menacée, ou s'il s'agit d'une personne hospitalisée de moins de dix-huit ans et séparée de sa famille, il est souhaitable, dans l'intérêt de la personne concernée, d'aviser l'autorité consulaire de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle cette personne réside.

Article 6

1. Les frais de soins médicaux supportés par l'institution du lieu de séjour, en vertu des dispositions de l'article 4 :

   a) ne donnent lieu à aucun remboursement de la part de l'institution compétente,

   b) donnent lieu à remboursement intégral de la part de l'institution compétente, sur justification des dépenses effectives, à l'exclusion des frais administratifs,

   c) donnent lieu à remboursement de la part de l'institution compétente, conformément à des arrangements particuliers,

selon que les Parties Contractantes en cause sont convenues d'appliquer les dispositions des alinéas a), b) ou c) du présent paragraphe.

2. Dans les relations entre des Parties Contractantes qui sont convenues d'appliquer les dispositions de l'alinéa b) du paragraphe précédent du présent article, l'institution compétente rembourse le montant effectif des frais de soins médicaux supportés par l'institution du lieu de séjour, en vertu des dispositions de l'article 4, tel que ce montant résulte de la comptabilité de cette dernière institution. Le montant des frais à rembourser ne peut excéder le montant effectif des frais afférents à des soins médicaux identiques qui auraient été accordés à des bénéficiaires relevant normalement de l'institution du lieu de séjour.

3. Dans les relations entre des Parties Contractantes qui sont convenues d'appliquer les dispositions de l'alinéa c) du paragraphe 1 du présent

article, l'institution compétente rembourse le montant des frais de soins médicaux supportés par l'institution du lieu de séjour en vertu des dispositions de l'article 4, conformément aux arrangements particuliers conclus entre ces Parties, notamment sur la base de forfaits établis d'un commun accord entre les autorités compétentes desdites Parties, à partir de toutes les références appropriées, tirées des données disponibles.

Article 7

1. Lorsque, en vertu du présent Accord, l'institution d'une Partie Contractante est débitrice de sommes destinées au remboursement de frais supportés par l'institution d'une autre Partie Contractante, la dette est exprimée dans la monnaie de la seconde Partie. La première institution s'en libère valablement dans ladite monnaie, à moins que les Parties Contractantes en cause ne soient convenues d'autres modalités.

2. Les transferts de sommes qui résultent de l'application du présent Accord sont effectués, en tant que de besoin, conformément aux accords en vigueur en cette matière, au moment du transfert, entre les Parties Contractantes en cause. A défaut, des accords spécifiques devront être conclus entre les Parties intéressées.

Article 8

1. Les autorités compétentes des Parties Contractantes se communiquent :

a) toutes informations utiles à l'application du présent Accord;

b) toutes informations concernant les mesures prises pour l'application du présent Accord;

c) toutes informations concernant les modifications de leur législation susceptibles d'affecter l'application du présent Accord.

2. Pour l'application du présent Accord, les autorités et institutions des Parties Contractantes se prêtent leurs bons offices, comme s'ils s'agissait de l'application de leur propre législation. L'entraide administrative de ces autorités et institutions est en principe gratuite. Toutefois, les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent convenir du remboursement de certains frais.

3. Pour l'application du présent Accord, les autorités et institutions des Parties Contractantes peuvent communiquer directement entre elles.

4. Les autorités et institutions des Parties Contractantes peuvent aussi communiquer directement avec les intéressés ou leurs mandataires, dans l'intérêt des personnes admises à bénéficier des dispositions du présent Accord.

5. Les autorités compétentes des Parties Contractantes prennent toutes mesures qui peuvent se révéler nécessaires pour faciliter la solution de certains cas particuliers, individuels ou collectifs, dans l'intérêt des personnes admises à bénéficier des dispositions du présent Accord.

Article 9

1. Le bénéfice des exemptions ou réductions de taxes, de timbres, de droits de greffe ou d'enregistrement, prévues par la législation d'une Partie Contractante pour les pièces ou documents à produire en application de la législation de cette Partie, est étendu aux pièces ou documents analogues à produire en application de la législation d'une autre Partie Contractante ou du présent Accord.

2. Tous actes, documents ou pièces quelconques de nature officielle à produire aux fins de l'application du présent Accord sont dispensés de légalisation et de toute autre formalité similaire.

Article 10

1. Les demandes ou recours qui auraient dû être introduits, selon la législation d'une Partie Contractante, dans un délai déterminé, auprès d'une institution de cette Partie, sont recevables s'ils sont introduits dans le même délai auprès d'une institution correspondante d'une autre Partie Contractante. En ce cas, l'institution ainsi saisie transmet sans délai ces demandes ou recours à l'institution de la première Partie qui est compétente pour en connaître, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités compétentes des Parties Contractantes en cause. La date à laquelle ces demandes ou recours ont été introduits auprès d'une institution de la seconde Partie est considérée comme la date d'introduction auprès de l'institution compétente pour en connaître.

2. Les demandes, déclarations, recours et autres pièces qui sont présentés, aux fins de l'application du présent Accord, auprès d'une autorité ou d'une institution d'une Partie Contractante ne peuvent être rejetés pour le motif qu'ils sont rédigés dans une langue officielle d'une autre Partie Contractante.

Article 11

Tout différend venant à s'élever entre deux ou plusieurs Parties Contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord sera résolu par voie de négociation directe entre les autorités compétentes des Parties Contractantes intéressées. S'il s'agit d'une question intéressant l'ensemble des Parties Contractantes, le Directeur général du Bureau international du Travail pourra soumettre le différend, à la demande de ces autorités et après consultation des autorités compétentes des autres Parties Contractantes, à une réunion des représentants des autorités compétentes de l'ensemble des Parties Contractantes qui formulera un avis sur cette question.

Article 12

Les annexes visées au paragraphe 2 de l'article 2 et au paragraphe 1 de l'article 3, ainsi que les amendements qui seront apportés à ces annexes, font partie intégrante du présent Accord.

Article 13

1. Le présent Accord est ouvert à la signature de tout Etat européen, au Bureau international du Travail.

2. Le présent Accord sera soumis à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Directeur général du Bureau international du Travail.

3. Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant celui au cours duquel sera intervenu le dépôt du deuxième instrument de ratification.

4. Pour tout Etat qui le ratifiera ultérieurement, le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant celui au cours duquel sera intervenu le dépôt de son instrument de ratification.

Article 14

1. Après l'expiration d'une période de deux années à partir de la date d'entrée en vigueur initiale du présent Accord, tout Membre non européen de l'Organisation internationale du Travail pourra adhérer à cet Accord.

2. Toutefois, chaque Partie Contractante au présent Accord disposera d'un délai de six mois à compter du dépôt de l'instrument de ratification de tout Etat adhérent, conformément aux dispositions du paragraphe 5 du présent article, pour notifier son opposition à une telle adhésion, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 18.

3. De même tout Etat européen qui ratifiera le présent Accord après l'expiration du délai de deux ans prévu au paragraphe 1 du présent article pourra, au moment du dépôt de son instrument de ratification, se prévaloir de la même faculté d'opposition à l'égard de toute Partie Contractante y ayant adhéré avant la date de ce dépôt, en la notifiant conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 18.

4. Les Etats adhérents deviendront Parties Contractantes au regard des seules Parties Contractantes qui n'auront pas formulé d'opposition à leur adhésion.

5. Les instruments de ratification des Etats adhérents seront déposés auprès du Directeur général du Bureau international du Travail.

Article 15

1. Dans les relations entre un Etat adhérent et une Partie Contractante qui n'a pas formulé d'opposition à l'adhésion de cet Etat, le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant celui au cours duquel aura expiré le délai de six mois ouvert à cette Partie, en vertu du paragraphe 2 de l'article 14, pour formuler une opposition ou, à l'égard d'un Etat européen visé au paragraphe 3 de l'article 14, le premier jour du deuxième mois suivant celui au cours duquel sera intervenu le dépôt de son instrument de ratification.

2. Les Parties Contractantes notifieront, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 18, les dispositions des alinéas a), b) ou c) du paragraphe 1 de l'article 6 qu'elles sont convenues d'appliquer dans leurs relations mutuelles.

3. Si deux ou plusieurs Parties Contractantes ne sont pas parvenues à un accord relatif à l'application des dispositions visées au paragraphe précédent du présent article et, le cas échéant, à un accord visé au paragraphe 2 de l'article 7, lors de l'entrée en vigueur du présent Accord à leur égard, cet Accord ne prendra effet entre ces Parties qu'au moment où de tels accords deviendront applicables dans leurs relations mutuelles.

4. Dans les cas visés au paragraphe précédent du présent article, les Parties Contractantes en cause notifieront, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 18, la date à laquelle le présent Accord prendra effet entre elles.

Article 16

1. Le présent Accord demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toutefois, toute Partie Contractante pourra dénoncer le présent Accord après l'expiration d'une période de cinq années à partir de la date d'entrée en vigueur initiale de cet Accord, en le notifiant conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 18. La dénonciation ne prendra effet que six mois après avoir été enregistrée par le Directeur général du Bureau international du Travail.

Article 17

1. Après l'expiration d'une période de cinq années à partir de la date d'entrée en vigueur initiale du présent Accord, toute Partie Contractante pourra demander au Directeur général du Bureau international du Travail de convoquer une réunion afin d'examiner sa révision éventuelle.

2. Dès réception d'une demande à cet effet, le Directeur général du Bureau international du Travail en informera les autres Parties Contractantes et, après consultation des autorités compétentes des Parties Contractantes, pourra convoquer une réunion des représentants des Parties Contractantes et des Etats signataires.

Article 18

1. Les notifications visées au paragraphe 3 de l'article 2, au paragraphe 2 de l'article 3, aux paragraphes 2 et 3 de l'article 14, aux paragraphes 2 et 4 de l'article 15 et au paragraphe 2 de l'article 16 seront adressées au Directeur général du Bureau international du Travail.

2. Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera aux Parties Contractantes et aux Etats signataires :

a) le dépôt de tout instrument de ratification;

b) les dates d'entrée en vigueur et d'effet du présent Accord, conformément aux dispositions de l'article 15;

c) toute notification reçue en application des dispositions du paragraphe précédent du présent article.

Article 19

1. Dès l'entrée en vigueur initiale du présent Accord, une copie certifiée conforme en sera communiquée au Secrétaire général des Nations Unies par le Directeur général du Bureau international du Travail aux fins d'enregistrement, conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

2. Conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies, le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, toute ratification et toute dénonciation dont il aura reçu notification.

Article 20

1. Deux ou plusieurs Parties Contractantes pourrònt conclure, en tant que de besoin, des arrangements bilatéraux ou multilatéraux pour l'application du présent Accord.

2. Le Bureau international du Travail préparera un arrangement modèle pour faciliter la conclusion des arrangements visés au paragraphe précédent du présent article.

Article 21

Un exemplaire original des textes français, allemand, anglais, espagnol et russe du présent Accord sera déposé aux archives du Bureau international du Travail. Les textes français et anglais feront également foi.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, ayant déposé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Genève, le 17 octobre 1980 en cinq exemplaires originaux, en français, en allemand, en anglais, en espagnol et en russe.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera des copies certifiées conformes du texte du présent Accord à chacun des gouvernements des Etats signataires.

(Signé) A. Schuler
Président de la Conférence gouvernementale

W. Pronczak
Vice-Président de la Conférence gouvernementale

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

ACCORDO EUROPEO
RELATIVO ALLA CONCESSIONE DI CURE MEDICHE
ALLE PERSONE IN SOGGIORNO TEMPORANEO

Gli Stati firmatari del presente Accordo,

Considerando le clausole pertinenti dell'Atto finale della Conferenza sulla sicurezza e la cooperazione in Europa;

Richiamando le raccomandazioni delle Conferenze regionali europee dell'Organizzazione internazionale del Lavoro sullo sviluppo della cooperazione in materia di sicurezza sociale;

Tenendo conto dell'importanza dei problemi di sicurezza sociale da risolvere a causa dell'estensione dei vincoli reciproci tra detti Stati e del numero di persone in soggiorno temporaneo sul territorio di uno Stato che non sia quello in virtù della cui legislazione hanno diritto a cure mediche,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

Ai fini dell'applicazione del presente Accordo:

a) il termine "Parte Contraente" designa ogni Stato che ha depositato uno strumento di ratifica;

b) il termine "legislazione" designa le leggi, i regolamenti e le disposizioni statutarie in vigore alla data della firma del presente Accordo o che entreranno in vigore successivamente su tutto o su una parte qualsiasi

del territorio di ogni Parte Contraente, relativi ai regimi di sicurezza sociale che gestiscono la concessione delle cure mediche, ivi compresi i servizi sanitari nazionali;

c) il termine "Convenzione di sicurezza sociale" designa ogni Accordo bilaterale o multilaterale che vincola o vincolerà esclusivamente due o più Parti contraenti, come pure ogni Accordo multilaterale che vincola o vincolerà almeno due Parti Contraenti e un altro Stato o vari altri Stati per quanto riguarda la concessione di cure mediche;

d) il termine "autorità competente" designa il ministro, i ministri o l'autorità corrispondente prevista dalla legislazione di ogni Parte Contraente, su tutto o su una parte qualsiasi del territorio di detta Parte;

e) il termine "istituzione competente" designa:

i) quando si tratti di un regime di assicurazione sociale, l'Istituzione della Parte Contraente presso la quale l'interessato può fa valere un diritto a cure mediche o presso la quale potrebbe far valere tale diritto, se si trovasse sul territorio di detta Parte;

ii) qualora si tratti di un regime che non sia un regime di assicurazione sociale, l'istituzione designata dall'autorità competente della Parte Contraente in questione;

f) il termine "Stato competente" designa la Parte Con

traente sul cui territorio si trova l'istituzione competente;

g) il termine "soggiorno" designa il soggiorno temporaneo sul territorio di una Parte Contraente che non sia lo Stato competente, nei limiti della durata prescritta, se del caso, dalla regolamentazione nazionale della prima Parte;

h) il termine "istituzione del luogo di soggiorno" designa l'istituzione abilitata a concedere la cure mediche nel luogo in cui l'interessato soggiorna, secondo la legislazione della Parte Contraente applicata da detta istituzione;

i) il termine "cure mediche" designa le cure mediche richieste in caso di malattia, incidente o maternità;

j) il termine "caso di assoluta urgenza" designa i casi in cui la concessione delle cure mediche o delle relative prestazioni non può essere differita senza mettere in pericolo la vita o la salute dell'interessato.

Articolo 2

1. Sono ammesse a beneficiare delle disposizioni del presente Accordo tutte le persone che possono far valere un diritto a cure mediche in base alla legislazione di una Parte Contraente, o che potrebbero far valere un diritto a cure mediche in base alla legislazione di det

ta Parte, se si trovassero sul suo territorio.

2. Tuttavia, qualora la legislazione di una Parte Contraente comporti vari regimi di cure mediche, questa Parte può precisare all'allegato I i regimi di cure mediche previsti dalla sua legislazione e ai quali il presente Accordo è applicabile, nei suoi rapporti con qualsiasi altra Parte Contraente con la quale ha convenuto di applicare le disposizioni del comma b) o del comma c) del paragrafo 1 dell'articolo 6.

3. Ogni Parte Contraente interessata notificherà, in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 18, ogni emendamento da apportare all'allegato I.

Articolo 3

1. Il presente Accordo si sostituisce alle corrispondenti disposizioni di ogni Convenzione di sicurezza sociale, per quanto riguarda i rapporti tra le Parti Contraenti, a condizione che tali disposizioni siano menzionate all'Allegato II, di comune accordo tra le Parti Contraenti in causa.

2. Le Parti Contraenti in causa notificheranno, di comune accordo, per quanto le riguarda, in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 18, ogni emendamento da apportare all'Allegato II.

Articolo 4

1. Le persone ammesse a beneficiare delle disposizioni del presente Accordo ed il cui stato necessiti immediatamente di cure mediche, secondo un parere medico, durante un soggiorno sul territorio di una Parte Contraente che non sia lo Stato competente, ricevono le cure mediche richieste dalla loro condizione, come se ne avessero diritto in virtù della legislazione di detta Parte. Tali cure sono concesse dall'istituzione del luogo di soggiorno, secondo le disposizioni legislative che questa istituzione applica, come se gli interessati dipendessero dalla suddetta istituzione, sino alla loro guarigione, o fino a quando il loro stato permetta loro, secondo parere medico, di ritornare o di essere rimpatriati sul territorio della Parte Contraente nella quale risiedono, alle condizioni previste al paragrafo 3 del presente articolo.

2. La concessione di protesi, di grandi apparecchiature e di altre prestazioni in natura di grande importanza, che debbono essere definite di comune accordo, da parte delle autorità competenti delle Parti Contraenti in causa, è subordinata all'autorizzazione dell'Istituto competente, nei rapporti tra gli Istituti che applicano le disposizioni del comma b) del paragrafo 1 dell'articolo 6. Tuttavia, questa autorizzazione non è richiesta in casi di urgenza assoluta.

3. Se lo stato di una persona di cui al paragrafo 1 del presente articolo non gli permette di ritornare con i propri mezzi nel territorio dello Stato in cui risiede, ma permette tuttavia il suo trasporto, l'istituzione del luogo di soggiorno adotta i provvedimenti necessari per garantire il rimpatrio di detta persone nel territorio di detto Stato, in collegamento con l'istituzione competente, a condizione che un accordo sia stato stipulato in tal senso tra le Parti Contraenti interessate o tra le loro autorità competenti.

4. Qualora la legislazione applicata dall'istituzione del luogo di soggiorno comporti vari regimi di cure mediche, le disposizioni applicabili alla concessione di cure mediche in virtù delle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, sono quelle del regime generale, o in mancanza, del regime dal quale dipendono i lavoratori salariati dell'industria.

5. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, le disposizioni del presente Accordo non sono applicabili alle persone che si recano nel territorio di una Parte Contraente che non sia lo Stato competente al fine di ricevere cure mediche.

Articolo 5

1. Per beneficiare delle cure mediche in base alle di-

sposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 4, l'interessato deve fornire la prova del suo diritto alle cure mediche, ai sensi della legislazione di una Parte Contraente che non sia quella sul cui territorio si trova.

2. La prova di cui al paragrafo precedente del presente articolo, è fornita mediante un attestato rilasciato dall'istituzione competente, sulla base di un modello concordato tra le Autorità competenti delle Parti Contraenti.

3. Qualora l'interessato abbia diritto alle cure mediche, ai sensi della legislazione di una Parte Contraente che garantisce tale diritto a tutti i cittadini o residenti di detta Parte, l'interessato può essere autorizzato a produrre, invece dell'attestato di cui al paragrafo precedente del presente articolo, il suo passaporto o altra carta d'identità riconosciuta come equivalente, qualora le autorità competenti delle Parti Contraenti in causa abbiano deciso in tale senso di comune accordo.

4. In caso di urgenza assoluta le cure mediche non possono essere rifiutate all'interessato per il motivo che non è in grado di presentare tempestivamente l'attestato di cui al paragrafo 2 o di produrre uno dei documenti di cui al precedente paragrafo del presente articolo Tuttavia, in questo caso, l'istituzione del luogo di soggiorno si rivolge all'istituzione competente per determinare se l'interessato è ammesso a beneficiare delle disposizioni del presente Accordo. Malgrado le disposizio

ni del paragrafo 1 dell'articolo 2, le Parti Contraenti che hanno convenuto di applicare le disposizioni del comma b) o del comma c) del paragrafo 1 dell'articolo 6 potranno regolare di comune accordo le difficoltà derivanti dall'applicazione della frase precedente del presente paragrafo.

5. Qualora la vita o la salute di una persona il cui stato richiede cure mediche sia gravemente minacciata, o se si tratta di una persona ricoverata di meno di 18 anni, e separata dalla sua famiglia, è auspicabile, nell'interesse della persona interessata, informare l'autorità consolare della Parte Contraente sul cui territorio detta persona risiede.

Articolo 6

1. Le spese di cure mediche sostenute dall'istituzione del luogo di soggiorno, ai sensi delle disposizioni dello articolo 4:

a) non danno luogo a nessun rimborso da parte della istituzione competente;

b) danno luogo ad un rimborso integrale da parte dell'istituzione competente, dietro prova delle spese effettive, ad esclusione delle spese amministrative;

c) danno luogo a rimborso da parte dell'istituzione competente, in base ad intese specifiche,

a seconda che le Parti Contraenti abbiano convenuto di applicare le disposizioni dei comma a), b) o c) del presente paragrafo.

2. Nei rapporti tra le Parti Contraenti che hanno convenuto di applicare le disposizioni del comma b) del precedente paragrafo del presente articolo, l'istituzione competente rimborsa l'ammontare effettivo delle spese di cure mediche sostenute dall'istituzione del luogo di soggiorno, ai sensi delle disposizioni dell'articolo 4, come risulta dalla contabilità di quest'ultima istituzione. L'ammontare delle spese da rimborsare non può eccedere l'ammontare effettivo delle spese inerenti a cure mediche identiche che sarebbero state concesse a beneficiari che dipendono normalmente dall'istituzione del luogo di soggiorno.

3. Nei rapporti tra Parti Contraenti che abbiano convenuto di applicare le disposizioni del comma c) del paragrafo 1 del presente articolo, l'istituzione competente rimborsa l'ammontare delle spese di cure mediche sostenute dall'istituzione del luogo di soggiorno ai sensi delle disposizioni dell'articolo 4, in conformità alle intese specifiche stipulate tra queste due Parti, segnatamente in base ai forfaits stabiliti di comune accordo tra le autorità competenti dalle suddette Parti, sulla base di tutti i riferimenti adeguati, estratti dai dati disponibili.

Articolo 7

1. Qualora, ai sensi del presente Accordo, l'istituzione di una Parte Contraente sia debitrice di somme destina

te al rimborso delle spese sostenute dall'istituzione di un'altra Parte Contraente, il debito sarà espresso nella valuta della seconda Parte. La prima istituzione salda validamente il suo debito in detta valuta, a meno che le Parti Contraenti in causa non convengano altre modalità.

2. I trasferimenti di somme risultanti dall'applicazione del presente Accordo sono effettuati in caso di bisogno, in conformità agli accordi in vigore in detta materia, al momento del trasferimento, tra le Parti Contraenti. In mancanza, accordi specifici dovranno essere stipulati tra le Parti interessate.

Articolo 8

1. Le autorità competenti delle Parti Contraenti si comunicano:

a) ogni informazione utile all'applicazione del presente Accordo;

b) ogni informazione relativa ai provvedimenti presi per l'applicazione del presente Accordo;

c) ogni informazione relativa alle modifiche della loro legislazione suscettibile di pregiudicare l'applicazione del presente Accordo.

2. Ai fini dell'applicazione del presente Accordo, le autorità ed istituzioni delle Parti Contraenti intervengo-

no i loro buoni uffici, come se si trattasse dell'applicazione della loro legislazione. L'assistenza amministrativa di dette autorità e istituzioni è, in linea di massima, gratuita. Tuttavia, le autorità competenti delle Parti Contraenti possono convenire sul rimborso di determinate spese.

3. Per l'applicazione del presente Accordo, le autorità ed istituzioni delle Parti Contraenti possono comunicare direttamente tra di loro.

4. Le autorità ed istituzioni delle Parti Contraenti possono anche comunicare con gli interessati o i loro mandatari, nell'interesse delle persone ammesse a beneficiare delle disposizioni del presente Accordo.

5. Le autorità competenti delle Parti Contraenti adottano ogni provvedimento che possa ritenersi necessario per facilitare la soluzione di determinati casi particolari, individuali o collettivi, nell'interesse delle persone ammesse a beneficiare delle disposizioni del presente Accordo.

Articolo 9

1. Il beneficio di esenzioni o riduzioni di tasse, timbri, diritti di cancelleria o di registrazione, previsti dalla legislazione di una Parte Contraente per atti o documenti da produrre in applicazione della legislazione

di detta Parte, è esteso agli atti o documenti analoghi da produrre in applicazione della legislazione di un'altra Parte Contraente o del presente Accordo.

2. Qualsiasi atto, documento o scritto a carattere ufficiale da produrre ai fini dell'applicazione del presente Accordo è dispensato dalla autenticazione e da ogni altra analoga formalità.

Articolo 10

1. Le domande o i ricorsi che avrebbero dovuto essere presentati, ai sensi della legislazione di una Parte Contraente, ad una scadenza determinata, presso l'istituzione di detta Parte, sono ricevibili se sono presentati entro la medesima scadenza presso un'istituzione corrispondente di un'altra Parte Contraente. In questo caso, l'istituzione così investita, trasmette senza indugio dette domande o ricorsi all'istituzione della prima Parte competente a giudicarne, sia direttamente sia mediante le autorità competenti delle Parti Contraenti in causa. La data alla quale tali domande o ricorsi sono stati presentati presso un'istituzione della seconda Parte è considerata come data di presentazione presso l'istituzione competente a giudicarne.

2. Le domande, dichiarazioni, ricorsi ed altri scritti che sono presentati, ai fini dell'applicazione del presente Accordo, presso un'autorità o una istituzione di una

Parte Contraente non possono essere respinti per il motivo che sono redatti nella lingua ufficiale di un'altra Parte Contraente.

Articolo 11

Ogni controversia che sorga tra due o più Parti Contraenti, relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente Accordo sarà risolta mediante trattativa diretta tra le autorità competenti delle Parti Contraenti interessate. Qualora si tratti di una questione che interessa tutte le Parti Contraenti, il Direttore Generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro potrà sottoporre la controversia, su domanda di queste autorità e dopo consultazione delle autorità competenti delle altre Parti Contraenti, ad una riunione di rappresentanti delle autorità competenti di tutte le Parti Contraenti che esprimerà un parere su tale questione.

Articolo 12

Gli allegati di cui al paragrafo 2 dell'articolo 2 ed al paragrafo 1 dell'articolo 3, come anche gli emendamenti che saranno apportati a tali allegati, fanno parte integrante del presente Accordo.

Articolo 13

1. Il presente Accordo è aperto alla firma di ogni Stato europeo presso l'Ufficio internazionale del Lavoro.

2. Il presente Accordo sarà sottoposto a ratifica. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro.

3. Il presente Accordo entrerà in vigore il primo giorno del secondo mese successivo a quello nel corso del quale avrà avuto luogo il deposito del secondo strumento di ratifica.

4. Per ogni Stato che lo ratificherà ulteriormente, il presente Accordo entrerà in vigore il primo giorno del secondo mese successivo a quello nel corso del quale avrà avuto luogo il deposito del suo strumento di ratifica.

Articolo 14

1. Successivamente alla scadenza di un periodo di due anni a partire dalla data di entrata in vigore iniziale del presente Accordo, ogni membro non europeo dell'Organizzazione internazionale del Lavoro potrà aderire a tale Accordo.

2. Tuttavia, ogni Parte contraente del presente Accordo disporrà di una scadenza di sei mesi a partire dal deposito dello strumento di ratifica di ogni Stato aderente, in conformità alle disposizioni del paragrafo 5 del presente articolo, per notificare la sua opposizione ad una tale adesio-

ne, in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 18.

3. Allo stesso modo, ogni Stato europeo che ratificherà il presente Accordo dopo la scadenza del termine di due anni previsto al paragrafo 1 del presente articolo potrà, al momento del deposito del suo strumento di ratifica, avvalersi della medesima facoltà di opposizione nei confronti di ogni Parte Contraente che vi abbia aderito prima della data di detto deposito, notificandola in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 18.

4. Gli Stati aderenti diverranno Parti Contraenti nei confronti delle sole Parti Contraenti che non avranno formulato opposizione alla loro adesione.

5. Gli strumenti di ratifica degli Stati aderenti saranno depositati presso il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro.

Articolo 15

1. Nei rapporti tra uno Stato aderente ed una Parte Contraente che non abbia espresso opposizione all'adesione di questo Stato, il presente Accordo entrerà in vigore il primo giorno del secondo mese successivo a quello nel corso nel quale sarà scaduto il termine di sei mesi a disposizione di tale Parte, ai sensi del paragrafo 2 dell'articolo 14, al fine di esprimere un'opposizione o, nei confronti di uno Stato europeo di cui al paragrafo 3 dell'articolo 14, il pri

mo giorno del secondo mese successivo a quello in cui sarà avvenuto il deposito del suo strumento di ratifica.

2. Le Parti Contraenti notificheranno, in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 18, le disposizioni dei comma a), b) o c) del paragrafo 1 dell'articolo 6 che hanno convenuto di applicare nei loro reciproci rapporti.

3. Qualora due o più Parti Contraenti non siano addivenute ad un accordo relativo all'applicazione delle disposizioni di cui al paragrafo precedente del presente articolo e, se del caso, ad un Accordo di cui al paragrafo 2 dell'articolo 7, al momento dell'entrata in vigore del presente Accordo nei loro confronti, tale Accordo avrà effetto tra le Parti solo al momento in cui questi Accordi diverranno applicabili nei loro reciproci rapporti.

4. Nei casi di cui al paragrafo precedente del presente articolo, le Parti Contraenti in causa notificheranno, in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 18, la data alla quale il presente Accordo entrerà in vigore tra di loro.

Articolo 16

1. Il presente Accordo rimarrà in vigore senza limitazione di durata.

2. Tuttavia, ogni Parte Contraente potrà disdire il presente Accordo dopo la scadenza di un periodo di cinque anni a decorrere dalla data di entrata in vigore iniziale di questo Accordo, notificandolo in conformità alle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 18. La disdetta avrà effetto solo sei mesi dopo la sua registrazione da parte del Direttore Generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro.

Articolo 17

1. Alla scadenza di un periodo di cinque anni a decorrere dalla data di entrata in vigore iniziale del presente Accordo, ogni Parte Contraente potrà domandare al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro di convocare una riunione per esaminare la sua eventuale revisione.

2. Non appena avrà ricevuto una domanda in tal senso, il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro ne informerà le altre Parti Contraenti, e, dopo consultazione delle autorità competenti delle Parti Contraenti, potrà convocare una riunione dei rappresentanti delle Parti Contraenti e degli Stati firmatari.

Articolo 18

1. Le notifiche di cui al paragrafo 3 dell'articolo 2, al paragrafo 2 dell'articolo 3, ai paragrafi 2 e 3 dell'ar-

ticolo 14, ai paragrafi 2 e 4 dell'articolo 15 ed al paragrafo 2 dell'articolo 16 saranno indirizzate al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro.

2. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro comunicherà alle Parti Contraenti ed agli Stati firmatari:

a) il deposito di ogni strumento di ratifica;

b) le date di entrata in vigore e di esecuzione del presente Accordo, in conformità alle disposizioni dell'articolo 15;

c) ogni notifica ricevuta in conformità alle disposizioni del paragrafo precedente del presente articolo.

Articolo 19

1. Dal momento dell'entrata in vigore del presente Accordo, una copia autenticata conforme sarà trasmessa al Segretario generale delle Nazioni Unite dal Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro, per essere registrata, in conformità alle disposizioni dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

2. In conformità alle disposizioni dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro trasmetterà al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione, ogni ratifica ed ogni denuncia di cui abbia ricevuto notifica.

Articolo 20

1. Due o più Parti Contraenti potranno concludere, in caso di necessità, intese bilaterali o multilaterali per l'applicazione del presente Accordo.

2. L'Ufficio internazionale del Lavoro predisporrà una intesa-modello al fine di facilitare il raggiungimento delle intese di cui al paragrafo precedente del presente articolo.

Articolo 21

Un esemplare originale dei testi francese, tedesco, inglese, spagnolo e russo del presente Accordo sarà depositato negli archivi dell'Ufficio internazionale del Lavoro. I testi francese ed inglese faranno ugualmente fede.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, avendo depositato i loro rispettivi poteri, hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a Ginevra, il 17 ottobre 1980, in cinque esemplari originali, in francese, in tedesco, in inglese, in spagnolo ed in russo.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro comunicherà copie autenticate conformi del testo del presente Accordo ad ognuno dei governi degli Stati firmatari.

(Firmato) A. Schuler
Presidente della Conferenza governativa

W. Franczak
Vice-Presidente della Conferenza governativa

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto 605):

Presentato del Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 9 novembre 1987.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 19 gennaio 1988, con pareri delle commissioni 5ª, 6ª 11ª, 12ª e della giunta per gli affari delle Comunità europee.

Esaminato dalla 3ª commissione l'11 maggio 1988.

Relazione scritta annunciata il 1° giugno 1988 (atto n. 605/*A* - relatore sen. FIORET).

Esaminato in aula e approvato il 2 giugno 1988.

Camera dei deputati (atto 2826):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 13 giugno 1988, con pareri delle commissioni I, V e VI e XII.

Esaminato dalla III commissione il 6 luglio 1988.

Relazione scritta annunciata il 12 luglio 1988 (atto n. 2826/*A* - relatore on. MARTINI).

Esaminato in aula il 19 luglio 1988 e approvato il 20 luglio 1988.

88G0369

LEGGE 25 luglio 1988, n. 336.

Ratifica ed esecuzione del protocollo sui privilegi e del protocollo sulle immunità della Fondazione europea, firmati a Bruxelles il 24 luglio 1984.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il protocollo sui privilegi della Fondazione europea ed il protocollo sulle immunità della Fondazione europea, entrambi firmati a Bruxelles il 24 luglio 1984.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data agli atti di cui all'articolo 1 a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 18 del primo protocollo e dall'articolo 11 del secondo protocollo.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 25 luglio 1988

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

PROTOCOLLO
SUI PRIVILEGI
DELLA FONDAZIONE EUROPEA

GLI STATI FIRMATARI DELL'ACCORDO che istituisce una Fondazione europea, firmato a Bruxelles il 29 marzo 1982,

DESIDEROSI di definire i privilegi necessari per il corretto funzionamento di detta Fondazione,

HANNO CONVENUTO le seguenti disposizioni

CAPITOLO 1
REGIME APPLICABILE ALLA FONDAZIONE

ARTICOLO 1

1. Nel quadro delle sue attività ufficiali la Fondazione, i suoi averi, entrate ed altri beni sono esenti da qualsiasi imposta diretta.

2. Quando la Fondazione effettua acquisti considerevoli di beni o servizi strettamente necessari all'esercizio delle sue attività ufficiali, il cui prezzo comprenda imposte indirette o tasse sulla vendita, gli Stati firmatari del presente protocollo, appresso denominati "Stati firmatari", adottano le opportune disposizioni per l'abbuono o il rimborso dell'importo delle imposte e delle tasse di tale natura.

3. I prodotti importati o esportati dalla Fondazione e strettamente necessari all'esercizio delle sue attività ufficiali sono esenti da ogni imposta sulla cifra d'affari, dazio doganale e altre imposte o tasse, divieti o restrizioni all'importazione, fatte salve le disposizioni nazionali in materia di tutela del patrimonio artistico o culturale degli Stati firmatari.

Non è concessa nessuna esenzione per quanto riguarda le imposte, tasse e diritti che in realtà costituiscono soltanto mera remunerazione di servizi di pubblica utilità.

ARTICOLO 2

1. La circolazione delle pubblicazioni e degli altri materiali d'informazione spediti dalla Fondazione o alla Fondazione stessa nel quadro delle sue attività ufficiali non è sottoposta ad alcuna restrizione.

2. La Fondazione beneficia sul territorio di ciascuno Stato firmatario, per le sue comunicazioni ufficiali e per la trasmissione di tutti i suoi documenti, del trattamento concesso da detto Stato alle organizzazioni internazionali.

ARTICOLO 3

La Fondazione puo' ricevere e detenere fondi, valuta, numerari o valori mobiliari. Essa puo' disporne liberamente per l'esercizio delle sue attività ufficiali nella misura necessaria per far fronte ai suoi impegni, fatte salve le disposizioni nazionali relative al controllo dei cambi previsto dai regolamenti nazionali e dagli accordi internazionali.

ARTICOLO 4

Se un esproprio dei beni ed averi della Fondazione è necessario a fini di pubblica utilità, saranno prese tutte le disposizioni per impedire che si intralci l'esercizio delle funzioni della Fondazione e le sarà versata senza indugio una congrua e concreta indennità.

CAPITOLO II

REGIME APPLICABILE AI MEMBRI DEL CONSIGLIO DELLA FONDAZIONE, AL SEGRETARIO GENERALE E ALLE ALTRE PERSONE CHE FANNO PARTE DELLA FONDAZIONE

ARTICOLO 5

I membri del Consiglio della Fondazione, nell'esercizio delle loro funzioni e durante i loro viaggi verso o dai luoghi di attività godono di tutte le necessarie agevolazioni amministrative normalmente accordate ai membri delle organizzazioni internazionali, segnatamente in materia di entrata, uscita e soggiorno.

ARTICOLO 6

Nel quadro della loro legislazione nazionale, gli Stati firmatari, in stretta collaborazione con la Fondazione, faranno quanto è in loro potere affinché alle altre persone che prendono parte ai lavori della Fondazione vengano concesse tutte le necessarie agevolazioni amministrative, segnatamente in materia di entrata, uscita, soggiorno e cambio.

ARTICOLO 7

Il Segretario Generale e il personale godono

a) con i loro familiari conviventi, delle stesse eccezioni alle disposizioni che limitano l'immigrazione e disciplinano la registrazione degli stranieri generalmente riconosciute ai membri del personale delle organizzazioni internazionali ;

b) per quanto concerne la regolamentazione monetaria o dei cambi, degli stessi privilegi generalmente riconosciuti ai membri del personale delle organizzazioni internazionali ;

c) del diritto di importare in franchigia la propria mobilia ed i propri effetti personali, in occasione della loro prima immissione in funzione nel paese interessato, e del diritto di riesportare in franchigia la propria mobilia e i propri effetti personali alla cessazione delle loro funzioni nel suddetto paese, fatte salve, nell'uno e nell'altro caso, le condizioni ritenute necessarie dal governo del paese in cui il diritto è esercitato ;

d) del diritto di importare in franchigia, in occasione della loro prima immissione in funzione nel paese interessato, la propria autovettura destinata al loro uso personale, acquistata nel paese della loro ultima residenza o nel paese di cui sono cittadini alle condizioni del mercato interno di tale paese, e di riesportarla in franchigia, fatte salve, nell'uno e nell'altro caso, le condizioni ritenute necessarie dal governo del paese interessato.

ARTICOLO 8

1. Le disposizioni che regolano i rapporti tra la Fondazione ed il personale definiranno il regime delle prestazioni sociali applicabili al Segretario Generale ed al personale.

2. Qualora le disposizioni di cui al paragrafo 1 non ne assicurino la protezione, le persone di cui a detto paragrafo possono optare tra l'applicazione della legislazione del paese ospitante e quella dello Stato cui erano assoggettate per ultimo o dello Stato di cui sono cittadine.

3. Tale opzione, che è consentita una sola volta, prende effetto dalla data d'entrata in servizio presso la Fondazione.

4. Le modalità dell'opzione, come anche quelle della dispensa di assoggettamento risultante dal paragrafo 1, saranno precisate mediante accordo tra la Fondazione e il paese ospitante.

ARTICOLO 9

1. a) Alle condizioni ed in conformità della procedura proposte dal Consiglio della Fondazione e approvate dagli Stati firmatari, che deliberano entro un anno dalla costituzione della Fondazione, il Segretario Generale e il personale saranno soggetti, a favore di quest'ultima, ad una imposta sugli stipendi, emolumenti e indennità da essa erogati. A decorrere dalla data in cui tale imposta sarà applicata, detti stipendi, emolumenti ed indennità saranno esenti dalle imposte nazionali sul reddito ; gli Stati firmatari si riservano la possibilità di tener conto di tali stipendi, emolumenti e indennità per il calcolo dell'imposta sui redditi provenienti da altre fonti.

b) La Fondazione consegnerà ogni anno a tutti i beneficiari una scheda in cui sarà specificato l'importo degli stipendi, emolumenti ed indennità che essa ha versato loro durante l'anno precedente. La scheda menzionerà l'importo dell'imposta prelevato dalla Fondazione.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non sono applicabili alle rendite e alle pensioni erogate dalla Fondazione.

CAPITOLO III
DISPOSIZIONI GENERALI

ARTICOLO 10

1. I privilegi e le agevolazioni accordati dal presente protocollo sono concessi esclusivamente nell'interesse della Fondazione e non per il vantaggio personale dei beneficiari.

2. Le attività ufficiali della Fondazione ai sensi del presente protocollo sono le attività non lucrative necessarie al raggiungimento dei fini e degli obiettivi previsti dall'accordo, nonché le attività con le quali essa assicura il suo funzionamento amministrativo.

ARTICOLO 11

Le disposizioni del presente protocollo non possono pregiudicare il diritto di ciascuno degli Stati firmatari di prendere le opportune precauzioni per la sua sicurezza.

ARTICOLO 12

Gli Stati firmatari non sono tenuti ad accordare ai propri cittadini ed ai residenti permanenti i privilegi menzionati negli articoli 5, 6 e 7.

ARTICOLO 13

I beni importati o acquistati in virtù delle disposizioni del presente protocollo possono, in seguito, essere venduti, ceduti o affittati solo alle condizioni stabilite dalle disposizioni vigenti negli Stati che hanno accordato le esenzioni.

ARTICOLO 14

1. Le disposizioni del presente protocollo saranno applicate in uno spirito di stretta cooperazione dagli organi della Fondazione e dalle competenti autorità degli Stati firmatari per facilitare, nel rispetto dell'indipendenza della Fondazione, una buona amministrazione della giustizia e l'applicazione della legislazione sociale, dei regolamenti di polizia, di sicurezza o di sanità pubblica, nonché della regolamentazione in materia di cambi e per impedire ogni abuso dei privilegi e delle agevolazioni previsti dal protocollo. La procedura di cooperazione menzionata nel presente paragrafo potrà essere specificata negli accordi complementari previsti dall'articolo 15.

2. I nomi, le qualifiche e gli indirizzi delle persone che beneficiano delle disposizioni degli articoli da 5 a 9, il regime loro applicabile nonché l'importo dei loro stipendi lordi, le imposte percepite dalla Fondazione su questi e sui loro emolumenti e indennità sono comunicati ai governi degli Stati firmatari.

ARTICOLO 15

La Fondazione e uno o più Stati firmatari possono concludere accordi complementari per l'esecuzione e l'applicazione del presente protocollo.

ARTICOLO 16

Le disposizioni dell'articolo 24 dell'accordo sono applicabili alle controversie relative al presente protocollo.

CAPITOLO IV
DISPOSIZIONI FINALI

ARTICOLO 17

1. Il presente protocollo si applica al territorio europeo degli Stati firmatari, ai dipartimenti francesi d'oltremare e ai territori francesi d'oltremare.

2. In deroga al paragrafo 1, il presente protocollo non si applica alle zone di sovranità del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord a Cipro ; esso non si applica altresi' alle Isole Normanne e all'Isola di Man, a meno che il Governo del Regno Unito non dichiari che il protocollo si applica a uno o più dei suddetti territori.

3. Il presente protocollo non si applica alle Isole Faeröer. Tuttavia, il Governo del Regno di Danimarca puo' notificare presso il Governo della Repubblica francese che il protocollo è applicabile a questo territorio.

4. Ciascuno Stato firmatario puo' dichiarare al momento della firma o della notifica dell'avvenuto espletamento delle procedure di approvazione del presente protocollo o dell'adesione di quest'ultimo, nonché in qualsiasi momento successivo, mediante notifica al Governo della Repubblica francese, che il protocollo si applicherà al territorio o ai territori extraeuropei designati in detta dichiarazione di cui esso assicura le relazioni internazionali.

ARTICOLO 18

1. Il presente protocollo è concluso per un periodo indeterminato.

2. Il presente protocollo è soggetto ad approvazione secondo le procedure proprie degli Stati firmatari, i quali notificano al Governo della Repubblica francese l'avvenuto espletamento delle procedure all'uopo necessarie.

3. Il presente protocollo entra in vigore un mese dopo che tutti gli Stati firmatari dell'accordo hanno effettuato, presso il Governo della Repubblica francese, la notifica di cui al paragrafo 2.

ARTICOLO 19

L'adesione al presente protocollo di qualsiasi nuovo Stato membro della Comunità si effettua mediante il deposito di uno strumento di adesione presso il Governo della Repubblica francese e prende effetto a decorrere da tale atto.

ARTICOLO 20

Il Governo della Repubblica francese porta a conoscenza degli Stati firmatari :

a) qualsiasi notifica dell'avvenuto espletamento delle procedure di approvazione e qualsiasi deposito di uno strumento di adesione ;

b) l'entrata in vigore del presente protocollo ;

c) qualsiasi dichiarazione o notifica fatta a norma dell'articolo 17.

ARTICOLO 21

Il presente protocollo, redatto in lingua danese, in lingua francese, in lingua greca, in lingua inglese, in lingua irlandese, in lingua italiana, in lingua olandese e in lingua tedesca, gli otto testi facenti tutti ugualmente fede, è depositato negli archivi del Governo della Repubblica francese che provvede a rimetterne copia certificata conforme a ciascuno dei Governi degli Stati firmatari.

Fatto a Bruxelles, addi' ventiquattro luglio millenovecento-ottantaquattro.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

PROTOCOLLO
SULLE IMMUNITA' DELLA FONDAZIONE EUROPEA, APERTO ALLA FIRMA DEGLI STATI FIRMATARI DELL'ACCORDO CHE ISTITUISCE TALE FONDAZIONE, FATTO A BRUXELLES, ADDI' 29 MARZO 1982

GLI STATI FIRMATARI DEL PRESENTE PROTOCOLLO,

DESIDEROSI di definire le immunità necessarie per il corretto funzionamento di detta Fondazione,

HANNO CONVENUTO le seguenti disposizioni :

CAPITOLO 1
REGIME APPLICABILE ALLA FONDAZIONE

ARTICOLO 1

Nel quadro delle sue attività ufficiali la Fondazione europea, in appresso denominata "Fondazione", beneficia dell'immunità di esecuzione nel territorio degli Stati firmatari del presente protocollo (in appresso denominati "Stati firmatari"), salvo :

a) in caso di azione civile intentata da un terzo per i danni risultanti da un incidente causato da un autoveicolo appartenente alla Fondazione o circolante per suo conto e in caso d'infrazione alla regolamentazione sulla circolazione degli autoveicoli da parte del suddetto autoveicolo ;

b) in caso di esecuzione di un lodo arbitrale pronunciato in applicazione di una disposizione dell'accordo che istituisce una Fondazione europea, in appresso denominata "accordo", o del presente protocollo ;

c) in caso di sequestro presso terzi, su decisione delle autorità giudiziarie, degli stipendi, emolumenti ed indennità dovuti dalla Fondazione ad un membro del personale, come definito nello statuto che sarà adottato dagli Stati parti dell'accordo in virtù dell'articolo 12 dell'accordo stesso, in appresso denominato "personale" ;

d) laddove il Consiglio della Fondazione abbia, in un caso particolare, rinunciato al beneficio della presente disposizione.

ARTICOLO 2

1. L'ingresso nei locali ed edifici della Fondazione è subordinato all'autorizzazione del Segretario Generale della Fondazione. In caso di incendio o di altro sinistro che richieda misure di protezione immediate tale autorizzazione è supposta data. La consegna di una citazione o di altri documenti riferentesi ad un procedimento contro la Fondazione negli edifici di quest'ultima non pregiudica l'immunità.

2. La Fondazione non permetterà che i suoi locali ed edifici servano da rifugio a chiunque sia perseguito per un reato o per un flagrante delitto oppure sia oggetto di un decreto di espulsione.

3. Gli archivi della Fondazione e tutti i documenti di sua proprietà o in suo possesso sono inviolabili.

ARTICOLO 3

I beni e gli averi della Fondazione non possono essere oggetto di alcun provvedimento di coercizione amministrativa o giudiziaria come requisizione, confisca o sequestro conservativo, eccetto nei casi previsti dall'articolo 1, lettere a), b) e d) o nel caso in cui cio' sia temporaneamente necessario per prevenire ed eventualmente indagare su incidenti nei quali siano coinvolti veicoli appartenenti alla Fondazione o usati a nome suo.

CAPITOLO II
REGIME APPLICABILE AI MEMBRI DEL CONSIGLIO DELLA FONDAZIONE, AL SEGRETARIO GENERALE E ALLE ALTRE PERSONE CHE FANNO PARTE DELLA FONDAZIONE

ARTICOLO 4

I membri del Consiglio della Fondazione, nell'esercizio delle loro funzioni e durante i loro viaggi verso o dai luoghi di attività, godono dell'immunità di giurisdizione, anche dopo la fine della loro missione, per gli atti, compresi parole e scritti, da essi compiuti nell'esercizio delle loro funzioni ed entro i limiti delle loro attribuzioni, tranne in caso di infrazione alla regolamentazione della circolazione e in caso di danni causati da un veicolo di proprietà di uno di essi o da esso guidato.

ARTICOLO 5

Il Segretario Generale e il personale della Fondazione godono, anche dopo aver cessato di essere al servizio della Fondazione, dell'immunità di giurisdizione per gli atti, compresi parole e scritti, da essi compiuti nell'esercizio delle loro funzioni ed entro i limiti delle loro attribuzioni, tranne in caso di infrazione alla regolamentazione della circolazione e in caso di danni causati da un veicolo di proprietà di uno di essi o da esso guidato.

CAPITOLO III
DISPOSIZIONI GENERALI

ARTICOLO 6

1. Le immunità accordate dal presente protocollo sono concesse esclusivamente nell'interesse della Fondazione e non per il vantaggio personale dei beneficiari.

2. Le attività ufficiali della Fondazione ai sensi del presente protocollo sono le attività non lucrative necessarie al raggiungimento dei fini e degli obiettivi previsti dall'accordo, nonché le attività con le quali essa assicura il suo funzionamento amministrativo.

3. Il Comitato esecutivo della Fondazione ha non solo il diritto, ma anche il dovere di togliere l'immunità se questa ostacola l'azione della giustizia e se puo' essere tolta senza compromettere i fini per i quali è stata accordata.

ARTICOLO 7

Le disposizioni del presente protocollo non possono pregiudicare il diritto degli Stati firmatari di prendere le opportune precauzioni per la loro sicurezza.

ARTICOLO 8

Le disposizioni del presente protocollo saranno applicate in uno spirito di stretta cooperazione dagli organi della Fondazione e dalle competenti autorità degli Stati firmatari per facilitare, nel rispetto dell'indipendenza della Fondazione, una buona amministrazione della giustizia e l'applicazione dei regolamenti di polizia, di sicurezza o di sanità pubblica e per impedire ogni abuso delle immunità previste dal protocollo.

ARTICOLO 9

Le disposizioni dell'articolo 24 dell'accordo sono applicabili alle controversie relative al presente protocollo.

CAPITOLO IV
DISPOSIZIONI FINALI

ARTICOLO 10

1. Il presente protocollo si applica al territorio europeo degli Stati firmatari.

2. Ogni Stato firmatario puo' dichiarare al momento della firma o della notifica dell'avvenuto espletamento delle procedure di approvazione del protocollo o dell'adesione a quest'ultimo, nonché in qualsiasi momento successivo, mediante notifica al Governo della Repubblica francese, che il protocollo si applicherà al territorio o ai territori extraeuropei designati in detta dichiarazione di cui esso assicura le relazioni internazionali.

ARTICOLO 11

1. Il presente protocollo è concluso per un periodo indeterminato

2. Il presente protocollo è soggetto ad approvazione secondo le procedure proprie degli Stati firmatari, i quali notificano al Governo della Repubblica francese l'avvenuto espletamento delle procedure all'uopo necessarie.

3. Il presente protocollo entra in vigore un mese dopo che nove Stati firmatari dell'accordo, compresa la Repubblica francese, hanno effettuato presso il Governo della Repubblica francese la notifica di cui al paragrafo 2.

ARTICOLO 12

L'adesione al presente protocollo di qualsiasi nuovo Stato membro della Comunità si effettua mediante il deposito di uno strumento di adesione presso il Governo della Repubblica francese e prende effetto a decorrere da tale atto.

ARTICOLO 13

Il Governo della Repubblica francese notifica agli Stati firmatari :

a) qualsiasi notifica dell'avvenuto espletamento delle procedure di approvazione o qualsiasi deposito di uno strumento di adesione ;

b) l'entrata in vigore del presente protocollo ;

c) qualsiasi dichiarazione o notifica fatta a norma dell'articolo 10.

ARTICOLO 14

Il protocollo, redatto in lingua danese, in lingua francese, in lingua greca, in lingua inglese, in lingua irlandese, in lingua italiana, in lingua olandese e in lingua tedesca, gli otto testi facenti tutti ugualmente fede, è depositato negli archivi del Governo della Repubblica francese che provvede a rimetterne copia certificata conforme a ciascuno dei governi degli Stati firmatari.

Fatto a Bruxelles, addi' ventiquattro luglio millenovecento-ottantaquattro.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto 596):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 9 novembre 1987.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 19 gennaio 1988, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª 5ª, 6ª e 8ª.

Esaminato dalla 3ª commissione l'11 maggio 1988.

Relazione scritta annunciata il 1° giugno 1988 (atto n. 596/*A* - relatore sen. GEROSA).

Esaminato in aula e approvato il 2 giugno 1988.

Camera dei deputati (atto 2822):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 13 giugno 1988, con pareri delle commissioni I, V, VI e VII.

Esaminato dalla III commissione il 6 luglio 1988.

Relazione scritta annunciata il 12 luglio 1988 (atto n. 2822/*A* - relatore on. MARTINI).

Esaminato in aula il 17 luglio 1988 e approvato il 20 luglio 1988.

88G0370

GIUSEPPE MARZIALE, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.